

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Développement Durable

CONTRAT DE CONCESSION FORESTIERE N° 002 / 16 du 15 SEPT 2016

Issu de la reprise par l'Etat de la forêt autrefois attribuée en vertu du contrat de concession forestière n° 030/11 du 24/10/2011 résilié

Le présent contrat de concession forestière est conclu entre:

D'une part,

Le Ministre de l'Environnement, Conservation de la Nature et Développement Durable, agissant au nom de la République Démocratique du Congo, ci-après dénommé « L'Autorité concédante »;

Et d'autre part,

La Société d'exploitation forestière GROUPE LES BAPTISSEURS DU CONGO s.a.r.l. "GBC SARL", immatriculée au registre de commerce et du crédit mobilier sous le numéro CD/KIN/RCCM/16-B-10.178, représentée par Monsieur Msc. Ir. Faustin LOKINDA LITALEMA, Président du Conseil d'Administration, ayant son siège au n° 15, Avenue Pumbu, Quartier des Cliniques, Commune de la Gombe, Ville Province de Kinshasa, en République Démocratique du Congo, ci-après dénommé « Le Concessionnaire »;

Article 1^{er}

L'objet du présent contrat est de définir les droits et obligations des parties.
Il est complété par le cahier des charges ci-annexé.

Le cahier des charges comporte en annexe, un plan de gestion préparé par le concessionnaire et approuvé par l'administration et décrivant l'ensemble des investissements et des activités qui seront entreprises et réalisées par le concessionnaire pendant les quatre premières années du contrat de concession.

Article 2

Le présent contrat porte sur une Concession Forestière d'une superficie SIG de 162.936 hectares dont la situation géographique et les limites sont décrites ci-après :

I. Localisation administrative:

- 1) Secteur :
- 2) Territoire : Basoko



3) Province : Tshopo

II. Délimitation physique

Au Nord et à l'Est : le cours de la rivière Moliba et le confluent de la rivière Longa-Monene, ensuite la remonter la Longa-Monene vers le sud, jusqu'à son croisement avec la route d'intérêt général au niveau du village Bareke.

Au Sud et à l'Ouest : par une ligne oblique tirée à partir de la rivière Moliba, jusqu'à la rivière Atukele au niveau du village Yaoseka. De ce point, suivre la rivière vers le sud, jusqu'au village Yamisaka. De ce point, prendre la route dans la direction Sud, jusqu'à son croisement avec Longa-Monene.

La carte de la concession forestière est jointe en annexe au présent contrat.

Article 3

La durée du contrat de concession forestière est de vingt-cinq ans renouvelables dans les conditions fixées à l'article 8 ci-dessous.

Article 4

L'Etat garantit au concessionnaire la jouissance pleine et entière des droits qui lui sont conférés par la loi et le présent contrat de concession. Pendant toute la durée du contrat, le concessionnaire ne peut être privé en tout ou en partie de son droit d'exploiter sa concession, sauf en cas de non-respect de ses obligations légales, réglementaires ou contractuelles, ou pour cause d'utilité publique, et dans ce dernier cas moyennant une juste et préalable indemnité conformément au droit commun.

Article 5

Sous réserve des dispositions de l'article 13 du présent contrat, le concessionnaire a un droit exclusif d'exploitation du bois d'œuvre se trouvant dans les limites de sa concession.

Article 6

Le concessionnaire est tenu de respecter les droits d'usage traditionnels des communautés locales et/ou peuples autochtones riverains de la concession tels que définis aux articles 36, 37 et 44 du Code forestier. Il lui est interdit de créer toute entrave à l'exercice par les communautés locales et/ou peuples autochtones riverains des droits d'usages forestiers ainsi reconnus.



Article 7

Le concessionnaire bénéficie d'une servitude de passage sur les fonds riverains destinée à favoriser l'accès à sa concession et l'évacuation de sa production. Il exerce cette servitude uniquement dans les limites de ce qui est strictement nécessaire à son droit de passage.

Le tracé de toute route ou de toute voie d'accès ou d'évacuation à partir du territoire de la concession doit être soumis à une consultation avec les communautés locales et/ou peuples autochtones riverains durant la préparation du plan d'aménagement.

En cas de différend sur le tracé des voies d'accès ou d'évacuation à la concession, le concessionnaire fera appel aux mécanismes de règlement des différends définis aux articles 103 et 104 du Code Forestier.

Article 8

A l'expiration du contrat de concession, le concessionnaire peut demander le renouvellement de son contrat dans les conditions déterminées par les règlements en vigueur et à condition que les obligations découlant du présent contrat et du cahier des charges aient été exécutées.

A cette occasion, le concessionnaire fournit les preuves de mis à jour de son plan d'aménagement et du cahier des charges sur la période de renouvellement.

Le renouvellement du contrat est cependant refusé par l'autorité concédante en cas de violation des dispositions du présent contrat et du cahier des charges et notamment dans l'un des cas ci-après :

1. le non paiement de la redevance de superficie et/ou de toutes autres taxes et redevances forestières échues applicables à l'exploitation de la concession ; l'exploitation forestière illégale dûment constatée ;
2. le commerce illégal des produits forestiers dûment constaté conformément aux lois en vigueur ;
3. la violation des obligations sociales et environnementales et de celles relatives aux engagements d'investissements imposées par le présent contrat en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur et du plan d'aménagement ;
4. la corruption, le dol ou la violence ou leur tentative dûment constatés.

Article 9

Conformément aux dispositions de l'article 115 du Code forestier, le concessionnaire est tenu de s'installer sur la superficie concédée et d'y exécuter ses droits et obligations tels qu'ils découlent du présent contrat, du cahier des charges et du plan de gestion visé ci-dessous.



En particulier, il doit :

1. matérialiser les limites de la concession et l'assiette annuelle de coupe ;
2. respecter les règles relatives à l'exploitation du bois, notamment les limites des assiettes annuelles de coupe et le diamètre minimum par essence ;
3. mettre en œuvre les mesures environnementales et de protection de la biodiversité inscrites au présent contrat, y compris les mesures convenues dans le plan de relance dans le cas d'une conversion ou dans la proposition technique dans le cas de l'adjudication selon les termes du cahier des charges ;
4. réaliser les infrastructures socio-économiques et des services sociaux au profit des communautés locales et/ou peuples autochtones riverains contenues dans le plan relance dans le cadre d'une conversion ou dans la proposition technique dans le cas d'une adjudication, et écrits dans le cahier des charges ;
5. réaliser les investissements y compris l'acquisition des équipements prévus, la remise en état ou la modernisation de l'outil de transformation, ainsi que le recrutement du personnel nécessaire et autres activités prévues dans la proposition du plan de relance, dans le cas d'une concession ou dans la proposition technique dans le cas d'une adjudication, et écrits dans le cahier des charges ;
6. payer la redevance de superficie forestière et toutes autres taxes et redevances en vigueur liées à l'exploitation de la concession dans les délais prescrits par la réglementation fiscale.

Article 10

Le concessionnaire s'engage à préparer et à soumettre pour approbation à l'administration chargée des forêts, dans une période maximum de quatre ans, le plan d'aménagement conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Ce plan doit comprendre l'ensemble des obligations du concessionnaire en vue d'assurer une gestion durable de la forêt concédée. Approuvé par l'administration, il devient partie intégrante du présent contrat.

Dans l'intervalle qui sépare la signature du présent contrat de l'approbation du plan, le concessionnaire exploite la forêt concédée en conformité avec le plan de gestion.

Le plan de gestion doit être soumis par le concessionnaire à l'administration chargée des forêts et approuvé en même temps que le contrat de concession.

Ces engagements découlent des propositions formulées dans le plan de relance en cas de conversion ou dans les propositions techniques en cas d'adjudication. Le plan de gestion indique :

1. les quatre premières assiettes annuelles de coupe ;
2. le calendrier et les modalités de consultation avec les communautés locales et/ ou



- peuples autochtones sur le contenu et les modalités de réalisation du plan socio-économique, y compris les infrastructures en leur faveur pour la durée de la concession ;
3. la description des activités de protection de l'environnement et de la conservation de la biodiversité et notamment les mesures de réduction, d'atténuation et de compensation de tout impact négatif des activités du concessionnaire sur l'environnement ;
 4. la mise en place, pendant les quatre premières années d'exploitation, des investissements industriels souscrits.

Les termes et engagements du plan de gestion seront incorporés dans le cahier des charges annexé au présent contrat.

Si, à l'expiration de la période de quatre ans, les circonstances ne permettent pas au concessionnaire de présenter le plan d'aménagement, il peut sur une demande motivée, obtenir de l'administration chargée des forêts, une prolongation de délai, lequel ne peut excéder une année.

La préparation du plan d'aménagement de la concession donne lieu à une diffusion de toute documentation appropriée auprès des communautés locales et/ou des peuples autochtones riverains et à une consultation régulière avec eux sur les questions intéressant la concession et leurs droits. L'administration peut assister aux séances de consultations.

Article 11

Le concessionnaire est tenu de respecter la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et de conservation de la diversité biologique.

Il contribue, en particulier sur toute l'étendue de sa concession, à la lutte contre les feux de brousse, le braconnage et l'exploitation illégale du bois.

Il s'assure que les activités de la concession ne provoquent ni ne favorisent des actes de braconnage ou de dégradation de l'environnement. A cette fin, le concessionnaire définit et met en œuvre sur le territoire de la concession des mesures appropriées de contrôles pour :

1. interdire le transport des armes à feu et des armes de chasse dans les véhicules de l'entreprise ;
2. fermer les routes et chemins d'accès aux aires d'exploitation ;
3. interdire l'accès des véhicules étrangers, sauf sur les voies d'intérêt public ;
4. interdire les activités de braconnage, notamment pour les employés et leur familles, en mettant à leur disposition à prix coûtant, les aliments alternatifs aux gibiers ;
5. mettre en œuvre des mesures de sauvegarde environnementales adéquates telles qu'elles découlent du plan de relance dans le cas d'une conversion ou des propositions techniques dans le cas d'une adjudication ;
6. minimiser, réduire ou compenser tant à l'intérieur de la concession que dans ses environs immédiats, tout impact négatif sur l'environnement, des travaux de réalisation



d'infrastructures.

Article 12

Le concessionnaire est tenu de respecter la mise en réserve de certaines essences et toute restriction édictée par l'administration chargée des forêts dans le but de protéger la diversité biologique. Cette mise en réserve se fait sur base de l'inventaire des ressources forestières ou en cours d'exploitation.

La liste des essences forestières dont l'exploitation est interdite est reprise dans les clauses particulières du cahier des charges en annexe.

Article 13

Le concessionnaire est tenu de matérialiser physiquement les limites de la concession, des blocs quinquennaux et assiettes annuelles de coupe conformément à la réglementation en vigueur. Aucune exploitation ne peut être entamée avant la matérialisation des limites de l'assiette annuelle de coupe.

Article 14

Pendant la période précédant l'approbation du plan d'aménagement, le concessionnaire exploite une seule assiette annuelle de coupe 1/20^{ème} ne saurait être supérieure de la superficie totale concédée.

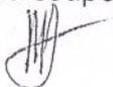
La coupe annuelle ainsi autorisée est définitivement clôturée le 31 décembre l'année à laquelle elle s'applique. Le concessionnaire est autorisé à y prélever toutes les essences forestières et de diamètres autorisés par l'arrêté relatif à l'exploitation forestière et le plan d'aménagement.

Les diamètres minimaux de coupe prévus par le plan d'aménagement doit tenir compte de la nécessité de maintenir suffisamment d'arbres semenciers pour régénération de chaque essence.

En outre, dès qu'il y a un risque d'altération importante de la couverture végétale ou d'altération du sol, le plan d'aménagement indique toutes essences confondues, un nombre maximum de pieds exploitables par assiette annuelle de coupe.

Article 15

Le diamètre minimum d'aménagement est fixé sur base de l'inventaire et des calculs de régénération par essence et par concession en tenant compte des besoins de régénération de chaque essence. Le diamètre minimum d'aménagement est le diamètre à partir duquel le plan d'aménagement prévoit le prélèvement des essences forestières définies dans le cycle de coupe ou rotation.



En aucun cas le diamètre minimum d'aménagement ne peut être inférieur au diamètre minimum d'exploitation. Le diamètre minimum d'exploitation est le diamètre au-dessous duquel l'exploitation d'une essence forestière est interdite.

Pendant la période qui précède l'approbation du plan d'aménagement, le concessionnaire applique le diamètre minimum fixé par l'administration forestière chargée des forêts.

Article 16

Le concessionnaire est tenu de procéder au marquage des bois qu'il coupe conformément à la réglementation en matière d'exploitation forestière.

Article 17

Le concessionnaire s'engage à réaliser des infrastructures socio-économiques et à fournir des services sociaux au profit des communautés locales et/ou peuples autochtones tels qu'ils sont définis dans le cahier des charges. Pendant la période du plan d'aménagement, le concessionnaire consulte les communautés locales et/ou peuples autochtones sur le plan socio-économique et les infrastructures qui feront l'objet du cahier des charges définitif qui sera annexé au plan d'aménagement.

Celui-ci couvrira les cinq années qui suivent l'approbation du plan d'aménagement et sera actualisé tous les cinq ans.

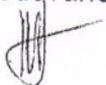
Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, le concessionnaire s'engage à mettre en œuvre, dans le cadre des consultations avec les communautés locales et/ou peuples autochtones riverains, un plan socio-économiques et services sociaux, y compris les infrastructures socio-économiques et services sociaux, pour la période du plan d'aménagement.

Article 18

En exécution des dispositions de l'article 82 du Code forestier, le concessionnaire atteste avoir déposé auprès de BGFI Banq, sise au n°128, Boulevard du 30 juin, Ville de Kinshasa, un cautionnement d'un montant de 50.000 \$.

Article 19

Le concessionnaire est tenu au paiement régulier et dans les délais légaux, des taxes et redevances forestières en vigueur et ne peut bénéficier d'aucune exonération.



Article 20

Le concessionnaire souscrit une police d'assurance contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exploitation de sa concession, notamment contre les risques de vol et d'incendie des installations concédées.

A défaut d'être couvert par une clause expresse de la police d'assurance étendant le bénéfice aux sous-traitants de la forêt concédée, ceux-ci doivent justifier d'une assurance particulière.

Article 21

Le concessionnaire peut, après en avoir informé par écrit l'autorité concédante, sous-traiter tout ou partie de certains travaux, notamment :

1. l'élaboration du plan d'aménagement de la concession ;
2. la récolte du bois ;
3. la construction et l'entretien du réseau d'évacuation des produits forestiers ainsi que des parcs à grumes ;
4. la construction et l'entretien des infrastructures socio-économiques au profit des communautés locales et/ou peuples autochtones ;
5. le transport des produits forestiers ;
6. toute autre activité relative à l'exploitation forestière.

Toutefois, le concessionnaire demeure responsable tant envers l'autorité concédante en ce qui concerne le respect des obligations légales, réglementaires ou contractuelles qu'à l'égard des tiers pour ce qui concerne les dommages éventuels.

Article 22

Le concessionnaire a la faculté de renoncer au bénéficiaire de la concession avant l'expiration du contrat de concession forestière.

Nonobstant la renonciation, le concessionnaire reste débiteur du paiement intégral des taxes et redevances forestières échues.

Article 23

En cas de non-respect par le concessionnaire de l'une des quelconques clauses du présent contrat et/ou du cahier des charges et après une mise en demeure assortie d'un délai ne dépassant pas trois mois, l'autorité concédante prescrit toutes mesures conservatoires destinées à assurer le respect des dispositions du présent contrat et du cahier des charges.



Le contrat est résilié notamment dans l'un des cas ci-après :

1. Le non paiement des taxes et redevances liées à l'exploitation de la concession, après expiration des délais légaux de mise en demeure ;
2. le défaut d'élaboration du plan d'aménagement de la concession dans les délais légaux conformément à l'article 10 ci-dessus ;
3. l'exploitation du bois d'œuvre en dehors du périmètre autorisé ;
4. la commission de tout acte ou tentative d'acte de corruption, de dol ou de violence dûment constaté ;
5. la violation répétée, après mise en demeure, d'obligations sociales et environnementales découlant du présent contrat et cahier des charges.

L'état de cessation de paiement du concessionnaire constitue une cause de déchéance et entraîne la résiliation du présent contrat.

Article 24

Les infractions mentionnées à l'alinéa 2 de l'article 23 ci-dessus, sont constatées, par les inspecteurs forestiers, les fonctionnaires assermentés et les autres officiers de police judiciaire dans leur ressort respectif conformément aux dispositions des articles 127 et suivants du Code forestier.

L'alinéa ci-dessus, s'applique aussi bien à la violation des obligations du présent contrat que du cahier des charges.

Article 25

L'autorité concédante constate la déchéance et procède à la résiliation du contrat de concession par voie d'arrêté. Elle notifie cet arrêté au concessionnaire par lettre recommandée ou au porteur avec accusé de réception.

L'arrêté est publié au journal officiel et une copie est transmise aux cadastres forestiers national et provincial concerné.

Article 26

En cas de résiliation du contrat de concession ou de déchéance, le concessionnaire dispose des recours légaux devant les juridictions compétentes.

Article 27

Nonobstant les dispositions de l'article 8 ci-dessus, le présent contrat présente fin le 26 avril 2041. Le concessionnaire peut solliciter le renouvellement du contrat un an avant la date de son expiration. La décision de refus de renouvellement peut faire l'objet de recours devant



Article 32

Le présent Contrat de Concession Forestière entre en vigueur pour le concessionnaire, à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa en double exemplaire, le 15 SEPT 2016



Pour le Concessionnaire

Msc. Ir. Faustin LOKINDA
LITALEMA

President du Conseil
d'administration

Pour la République,

Robert BOPOLO MBONGEZA

Ministre de l'Environnement,
Conservation de la Nature et
Développement Durable



N° 007/CAB/MIN/ECN-DD/04/00/RBM/2016

Transmis copie pour information à :

- Monsieur le Secrétaire Général à l'Environnement, Conservation de la Nature et Développement Durable ;
- Madame le Directeur-Chef de Service de la Gestion Forestière
- Monsieur le Directeur-Chef de Service de Contrôle et Vérification (Tous) à Kinshasa/Gombe
- Monsieur le Gouverneur de la Province de la Mongala à Lisala
- Monsieur le Coordinateur Provincial de l'Environnement, Conservation de la Nature et Développement Durable à Mbandaka / Equateur

A Monsieur Dr Jacques MOKAKO NZEKE
Président et Représentant Légal de l'APC
Avenue Kauka n° 5258
à Kinshasa / Gombe

Objet : Votre demande d'octroi de quatre titres Forestiers dont trois rétrocedés au domaine privé de l'Etat et un jugé non convertible par la Commission Interministérielle en faveur de l'APC.

Monsieur le Président et Représentant Légal,

J'accuse réception de votre lettre n° 007/JM/APC/2016 du 1^{er} avril 2016 relative à l'objet repris en marge et vous en remercie.

En réponse à votre précitée, je vous informe qu'après examen de votre requête par mes services compétents et conformément à l'article 92 du Code forestier, trois (03) titres ont été jugés recevables et ont recueilli les avis et considérations favorables, par contre, le quatrième titre a été jugé non recevable.

Eu égard à ce qui précède et conformément aux articles 88, 89, 90 et 97 du Code Forestier, je vous accorde un titre forestier pour démarrage du processus devant conduire à la signature du contrat de concession forestier y afférent avec mon Ministère lequel doit intervenir endéans de 90 (nonante) jours sous réserve de cession à un autre exploitant forestier.

Je vous signale que ledit octroi porte sur la concession forestière couverte par le titre forestier n° 025/03, d'une superficie SIG de 239.393 hectares, localisé dans le Territoire de Bumba, Province de la Mongala.

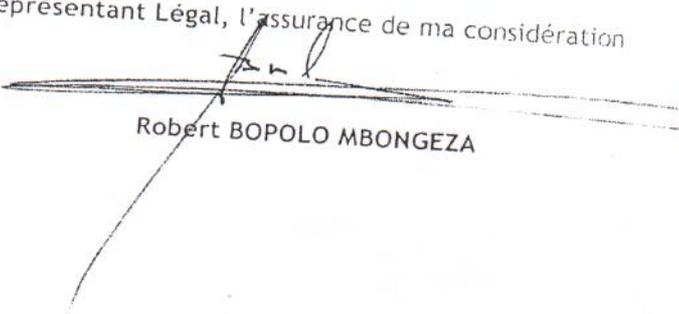
-/-

Pour ce faire, je vous demande de contacter dès réception de la présente, Madame et Monsieur les Directeurs-Chefs de Service respectivement de la Gestion Forestière et de Contrôle et Vérification Interne qui me lisent en copie pour dispositions utiles.

Je vous exhorte à respecter toute mesure réglementaire qui sera éditée ultérieurement par mon Ministère en matière d'exploitation forestière durable ainsi que le délai vous accordé pour la signature du contrat de concession forestière susmentionné.

En cas de non-respect de ladite réglementation, le titre forestier accordé vous sera purement et simplement retiré.

Veillez, agréer, Monsieur le Président et Représentant Légal, l'assurance de ma considération distinguée.



Robert BOPOLO MBONGEZA